

**Liste des projets subventionnés en 2019-2020
Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la justice**

Nom de l'organisme	Projet	Région	Aide financière
1. Clinique NOVAlex	<p><i>NOVAlex Nord/NOVAlex North</i></p> <p>Ce projet vise à financer la mise en place, dans le Nord, de services juridiques destinés aux personnes autochtones. Il peut s'agir d'accompagnement par des avocats à toutes les étapes d'un dossier juridique, d'information juridique (traduite en inuktitut) ou de représentation à la Cour. La clinique anime également des ateliers sur place.</p>	Nord-du-Québec	40 000 \$
2. Créations Coup d'éclats	<p><i>Droit de cité</i></p> <p>Le projet vise à réaliser un ouvrage illustré sur le thème des droits de la jeunesse et destiné à des jeunes, notamment autochtones, placés sous la Loi de la protection de la jeunesse (LPJ) ainsi que sous la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (LSJPA). Les outils réalisés viseront à informer les jeunes, les intervenants, les organismes publics et parapublics et les différents paliers gouvernementaux quant aux règles d'application du droit et quant aux stratégies à déployer pour améliorer les services aux jeunes.</p> <p>Ce projet sera entre autres réalisé en partenariat avec une quinzaine de centres jeunesse, dont ceux des communautés du Nord-du-Québec et de la Baie-James. Pour ces derniers, le projet vise à réaliser des fascicules en langues anichinabée, atikamek, innue et inuktitute.</p>	Nord-du-Québec et territoire de la Baie-James	15 000 \$
3. Justice Pro Bono	<p><i>Clinique juridique bénévole au Nunavik</i></p> <p>Le projet vise à réaliser deux nouvelles cliniques juridiques mobiles dans des communautés nordiques. Les services prennent la forme de consultations individuelles ainsi que d'ateliers généraux sur les petites créances, les testaments et les demandes conjointes en divorce.</p>	Nord-du-Québec	40 000 \$
4. Listuguj Mi'gmaq Government	<p><i>Listuguj Mi'gmaq Mediation and Conflict Resolution Project</i></p> <p>Événement de cinq jours visant à former entre 10 et 15 médiateurs de la communauté autochtone par le Canadian Institute for Conflict Resolution (CICR) en harmonie avec leurs valeurs et leur culture. Le projet vise également à superviser au moins 10 médiations.</p>	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	50 000 \$

Nom de l'organisme	Projet	Région	Aide financière
5. Makivik Corporation	<i>Nunavik Justice Program – Public Awareness Video</i> Projet visant à réaliser une vidéo de sensibilisation destinée au public inuit, pour lui faire connaître le Programme de justice autochtone de Makivik ainsi que le Programme d'assistance parajudiciaire aux autochtones.	Nord-du-Québec	48 500 \$
6. 7 À NOUS	<i>Nœuds et conflits au Bâtiment 7 : vers la mise en place d'un système restaurateur</i> Le projet vise notamment la prévention des situations conflictuelles et la production d'outils pour ses locataires et membres actifs par la méthode des cercles restaurateurs.	Montréal	25 000 \$
7. Association des locataires de Villeray	<i>Salubrité chez soi : soutien à l'exercice des droits</i> Le projet vise à mettre en place et à documenter un projet pilote offrant un accompagnement sur les plans administratif, physique et psychosocial aux personnes immigrantes et/ou aux aînés qui rencontrent des problèmes de salubrité dans leur logement et qui souhaitent exercer leurs droits.	Montréal	30 000 \$
8. Autonhomie	<i>Rupture 360</i> Service intégré d'accompagnement des hommes en situation de rupture placés sous la responsabilité de différents professionnels désignés (intervenant psychosocial, spécialiste en rupture conjugale, avocat, médiateur familial, planificateur financier).	Capitale-Nationale	40 000 \$
9. Barreau de Montréal	<i>Salon VISEZ DROIT</i> Événement d'accès à l'information juridique pour la population. Il vise notamment à joindre une clientèle marginale ayant des problématiques juridiques importantes pour qu'elle puisse y rencontrer une panoplie d'organismes du milieu juridique.	Montréal	26 608 \$
10. Carrefour aliénation parentale	<i>La boussole psychojuridique de l'aliénation parentale</i> Le projet vise à sensibiliser les familles et les professionnels aux conséquences psychojuridiques de l'aliénation parentale ainsi qu'aux solutions à y apporter.	Montréal, Centre-du-Québec, Capitale- Nationale	40 000 \$
11. Clinique juridique du Mile End	<i>Mise en œuvre des meilleures pratiques d'accompagnement des personnes autoreprésentées et élaboration d'un guide pour les intervenants</i> L'organisme propose une analyse de cas afin de mettre en place un guide des meilleures pratiques. Celui-ci sera par la suite transmis aux intervenants du milieu. Une séance de discussion est également proposée avec les justiciables à la suite de leur expérience du milieu judiciaire pour déterminer les meilleures solutions.	Montréal	25 000 \$

Nom de l'organisme	Projet	Région	Aide financière
12. Éducaloi	<i>Intervenants outillés pour des parents informés</i> Le projet vise à former et outiller les « intervenants relayeurs en droit » pour qu'ils puissent mieux accompagner les parents de milieux défavorisés dans différentes dimensions juridiques de leur vie.	Montréal	30 000 \$
13. La piaule – Centre du Québec inc.	<i>Programme d'accompagnement justice et santé mentale – District judiciaire de Drummond</i> Accompagnement clinique et judiciaire aux personnes présentant des indices de problème de santé mentale ou de comorbidité et un risque d'exclusion sociale. Le projet vise un accompagnement personnalisé du début à la fin des procédures judiciaires.	Centre-du-Québec	20 000 \$
14. Le petit pont	<i>Favoriser l'accès aux services avec l'aide d'une technologie nouvelle</i> Élaboration d'une application en ligne permettant aux avocats, intervenants sociaux et parents de faire des demandes pour des services de supervision des droits d'accès aux enfants.	Montréal	25 000 \$
15. Action Jeunesse Côte-Sud	<i>Service de médiation citoyenne CommUNI-Action de la MRC de Bellechasse</i> Mettre en place une unité de médiation citoyenne sur le territoire de la municipalité de Bellechasse.	Chaudière-Appalaches	20 000 \$
16. Centre de justice de proximité de la Montérégie	<i>Le procès... pas toujours la meilleure solution</i> Le projet Web vise à concevoir, implanter et déployer un outil similaire à la « Boussole électorale », mais visant les modes de prévention et de règlement des différends (MPRD).	Provincial	44 892 \$
17. Institut de médiation et d'arbitrage du Québec	<i>IMAQ INTERACTIF</i> Ce projet consiste en la création de capsules Web destinées au grand public et au milieu des affaires, et démontrant la pertinence de la médiation et de l'arbitrage dans différents secteurs d'activité économique et sociale.	Provincial	25 000 \$
18. Institut Pacifique	<i>Défi 21 jours : pour une meilleure connaissance des modes de prévention et de règlement des différends (PRD)</i> Le projet Web vise à concevoir des messages éducatifs en MPRD (vidéos, illustrations, exercices introspectifs et réflexifs, témoignages, etc.) qui seront diffusés auprès d'un groupe de personnes issues d'entreprises privées ciblées de la région de Montréal.	Montréal	25 000 \$

Nom de l'organisme	Projet	Région	Aide financière
19. Mesures alternatives jeunesse de Laval	<p><i>Le lien de confiance au cœur de l'accessibilité à la justice</i></p> <p>Le projet vise à favoriser le lien de confiance des personnes immigrantes envers la médiation citoyenne pour encourager et faciliter le recours aux MPRD.</p>	Laval	25 000 \$
20. Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec	<p><i>Re-médier à la situation</i></p> <p>Service d'accompagnement personnalisé en prévention et règlement des différends pour les entrepreneurs dont l'entreprise détient moins de 60 mois d'existence. Ce sont 13 000 jeunes entrepreneurs de Montréal qui seront visés par ce projet Web.</p>	Montréal	25 000 \$
21. Réseau Notarial Plus (CMA)	<p><i>Le développement et la promotion de la médiation et de l'arbitrage (volet capsules vidéo)</i></p> <p>Ce projet Web vise la création de capsules vidéo dynamiques et simples pour informer la population sur l'application de la médiation et de l'arbitrage en matières civile et commerciale.</p>	Provincial	30 000 \$

Total de l'aide financière :

650 000 \$